

FICHE PROJET DÉTAILLÉE

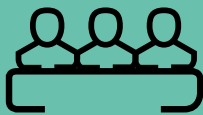
Réseau national des villes pour l'agroécologie

Appuyer et renforcer les politiques alimentaires dans les villes

Cette fiche correspond à l'annexe du Carnet Carasso "Les systèmes alimentaires territorialisés", disponible sur fondationcarasso.org/apprentissages/sat



**Mobiliser
les acteurs**



**Installer
une
gouvernance
alimentaire**



**Consolider
les modèles**

Cette fiche est éditée par la Fondation Daniel et Nina Carasso

40, avenue Hoche - 75008 Paris - fondationcarasso.org

Coordination : AOCconsulting et DÉFIS - Montpellier SupAgro pour la France,
CERAI pour l'Espagne

Rédaction et conception graphique : Terre-écós

3, rue Lespagnol - 75020 Paris

Design graphique Espagne : LaDársena Estudio

JANVIER 2019

Réseau national des villes pour l'agroécologie

Appuyer et renforcer les politiques alimentaires dans les villes

En Espagne, les villes et les administrations locales jouent un rôle essentiel dans l'application des politiques alimentaires locales et durables. Elles partagent des origines semblables remontant aux années 2000, avec le développement d'initiatives et de mouvements pour l'agroécologie et la souveraineté alimentaire mis en place par les organisations sociales. Celles-ci trouvent un écho favorable chez les gouvernements locaux, notamment à partir des changements politiques qui se produisent en 2015 dans différentes mairies. Cette nouvelle disposition se traduit par la signature du Pacte international de politique alimentaire urbaine de Milan par un nombre important de villes espagnoles.

La création d'un Réseau national des villes pour l'agroécologie s'impose pour impulser et renforcer les politiques alimentaires dans les villes du pays et pour répondre au besoin de faciliter l'échange

de connaissances, d'expériences et de processus d'innovation dans le développement de ce type de projets.

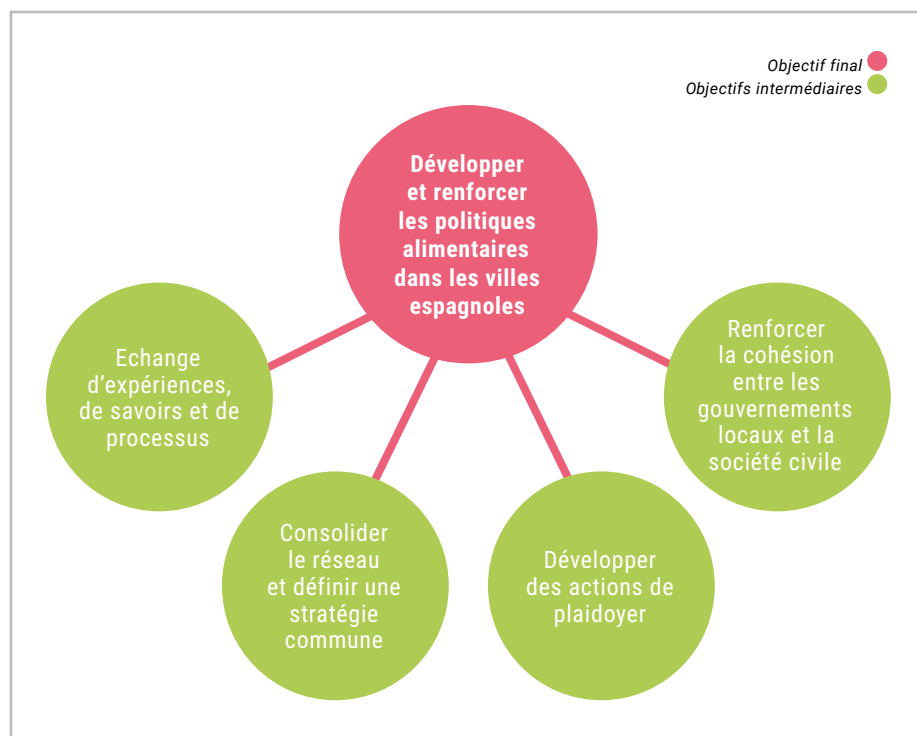
Le Réseau a été impulsé par la Fondation Entretantos et la mairie de Saragosse. La Fondation se charge de la gestion et du secrétariat technique du Réseau. À ses côtés, un Groupe moteur composé de 8 communes : Saragosse, Valence, El Prat de Llobregat, Pampelune-Iruña, Madrid, Cordoue, Fuenlabrada et Murcie

assurent le suivi et l'impulsion du Réseau. La participation au Réseau est ouverte au personnel technique et de recherche et aux élus, ainsi qu'aux mouvements sociaux liés à l'alimentation qui collaborent avec les entités locales membres.

Faits marquants du projet

« Réseau national des villes pour l'agroécologie »

Le besoin soulevé de créer un espace de travail commun entre les villes qui misent sur les politiques alimentaires coïncide avec la proposition de la mairie de Saragosse de créer un réseau d'échange d'expériences au niveau européen. Après une première rencontre en 2016 et suite à l'opportunité de financement de la Fondation Daniel et Nina Carasso, la priorité est accordée à l'animation d'un réseau national. Parallèlement à la démarche de formalisation d'un an et demi, des espaces de travail collectifs sont mis en place.



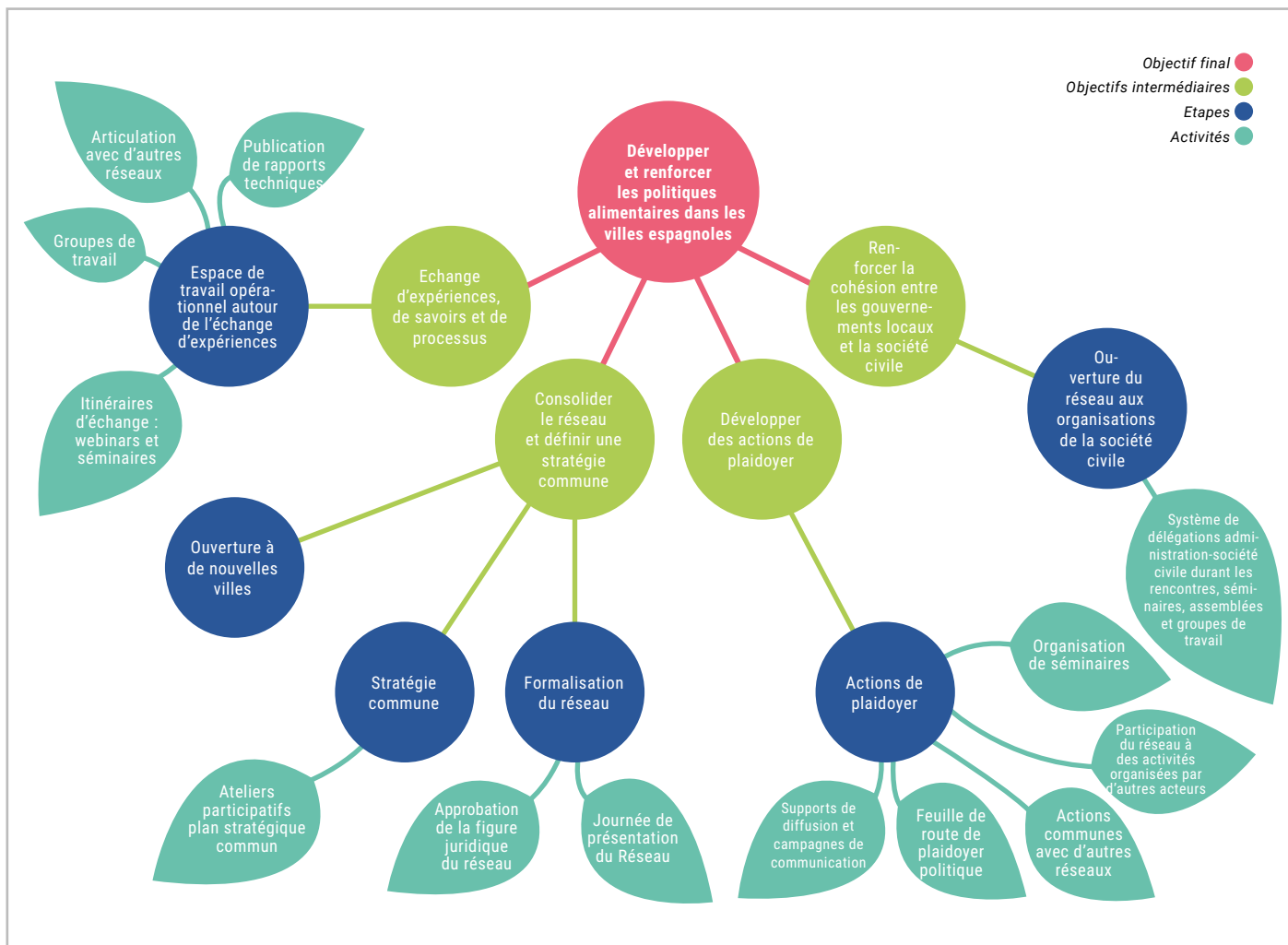
Le Réseau des villes pour l'agroécologie a pour but le développement de politiques alimentaires renforçant la cohésion, à travers la création d'un espace de travail et l'élaboration d'une stratégie commune partagée.

Réseau National

des Villes pour l'Agroécologie

21 municipalités, dont la majorité sont des villes, composent le Réseau. Le Pacte de Milan a été signé par 24 villes espagnoles, parmi les 179 adhérentes à l'échelle mondiale.

Municipalités membres : Barcelone, Carcaboso, Cordoue, El Prat de Llobregat, Fuenlabrada, Godella, Granollers, Las Palmas de Gran Canaria, Lleida, Madrid, Manresa, Meliana, Murcie, Navás, Oviedo, Palma de Majorque, Pampelune, Rivas-Vaciamadrid, Valence, Valladolid et Saragosse.



Créer un espace de travail pratique et opérationnel pour l'échange de connaissances, d'expériences et de processus. Pour permettre la mise en commun d'expériences, de ressources et de solutions novatrices face aux problèmes communs, les itinéraires d'échange sont définis autour de 3 thématiques prioritaires : participation et gouvernance, conseil agroéconomique, avec formation et professionnalisation, et logistique et distribution. Différents formats de travail complémentaires ont été conçus : des réunions en ligne, des groupes de travail concrets et des séminaires thématiques, dans lesquels les différents secteurs impliqués dans les politiques alimentaires urbaines peuvent participer pour construire de nouvelles idées et de nouvelles formules.

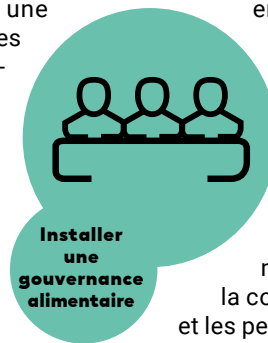
Consolider le Réseau et une idéologie commune. Le point de départ est l'élaboration participative d'un plan stratégique et la construction d'une idéologie commune. Pour les consolider, il s'avère nécessaire de travailler sur la constitution d'une figure juridique commune et sur l'élargissement à d'autres villes membres.

Développer conjointement des actions de plaidoyer. Le Réseau des villes cherche à devenir un acteur en matière de plaidoyer afin de développer l'engagement politique des villes espagnoles au niveau des différents échelons administratifs. A travers cet objectif, il cherche à produire des supports de diffusion leur donnant une visibilité accrue auprès de l'ensemble des acteurs locaux, tels que les partis politiques ou les équipes de recherche, ainsi que des acteurs non-locaux, notamment la FAO, l'Union européenne et d'autres réseaux.

Outils et espaces de travaux opérationnels

Pour établir une dynamique d'échange opérationnelle au niveau technique entre les différents projets, il convient d'abord d'identifier les difficultés, les besoins et les thématiques prioritaires à partir d'un diagnostic élaboré avec les villes. Les itinéraires d'échange et les groupes de travail sont définis autour de trois axes : gouvernance alimentaire et processus participatifs ; conseil et accompagnement d'initiatives productives agroécologiques ; accès à la terre et réseaux locaux de logistique et distribution et promotion de circuits courts de commercialisation. Pour adapter les outils de travail aux

besoins et aux contraintes des organisations impliquées et établir une continuité sans les déborder, des séminaires en ligne ou webinaires sont utilisés et ce dans le cadre de sessions de deux heures tous les mois et demi ou tous les deux mois. De plus, des séminaires thématiques et pratiques en présentiel sont également organisés. Pour ces derniers, des expériences novatrices sont invitées à participer, notamment celles en relation avec des domaines



où les villes du Réseau n'ont pas encore travaillé. Par ailleurs, des groupes de travail sont créés pour développer des tâches concrètes sur une durée déterminée. Dans ces espaces, les questions et les contenus, ainsi que la façon de les aborder sont décidés de manière collective. Soigner la communication avec les villes et les personnes impliquées et veiller à ne pas les surcharger s'avère un facteur clé.

Appuyer le plaidoyer au niveau local et supralocal

Pour renforcer la capacité de plaidoyer des villes et des entités impliquées dans des initiatives alimentaires locales, le Réseau concentre ses efforts dans le domaine de la communication et l'augmentation de la visibilité.

Au-delà de la documentation technique produite, le Réseau et les villes développent des supports d'information diffusés dans le cadre de campagnes de communication sur différents sujets, comme par exemple le droit à l'alimentation et la santé en 2018. Pour ce faire, il est indispensable que les organisations membres s'accordent sur les messages à diffuser en tant que Réseau. Des séminaires sont organisés dans les villes,

Les organisations membres s'accordent sur les messages à diffuser

auxquels les différents acteurs locaux sont invités.

Le Réseau participe à des événements existants et cherche les espaces dans lesquels diffuser le mouve-

ment des villes, comme par exemple la Fondation CONAMA, le Congrès latino-américain des études rurales ou les centres de recherche comme le CSIC. Il participe également en tant que

Réseau à des activités développées dans les villes autour de ce sujet.

Il possède une feuille de route d'actions directes de plaidoyer telles que la partici-

pation au sein d'espaces de discussions politiques, le dialogue avec différents groupes parlementaires et à différents niveaux territoriaux. Par ailleurs,

il planifie et coordonne

des actions communes

avec d'autres réseaux au

niveau national, comme

le Réseau des communes,

le Réseau Intervegas, le

Réseau des réseaux d'éco-

nomie alternative et soli-

daire (REAS), etc. Les villes

membres ont la possibilité de

participer à ces événements en tant que représentantes du Réseau.



Mobiliser les acteurs

Consolider la structure et maintenir l'implication

L'un des défis du Réseau est de maintenir un même niveau d'implication et de participation malgré les capacités et rythmes différents d'une collectivité à l'autre, les différences en matière de ressources humaines disponibles, les niveaux d'implication du personnel technique, des acteurs sociaux, etc. Il s'agit d'atteindre une viabilité économique pour fonctionner et développer des tâches d'animation, de coordination et de communication.

La cohésion entre l'administration et la société civile est essentielle. L'un des objectifs du Réseau depuis ses débuts

Il s'agit de consolider la structure et de parvenir à une viabilité économique et des ressources

est de renforcer la cohésion avec les organisations sociales et le secteur de la production et la commercialisation. Il est également décisif de motiver les admi-

nistrations afin qu'elles travaillent à partir de la coordination, le débat

et le consensus. À cet égard,

l'ouverture des espaces de

travail à leur participation

et le système de délégations

sont une façon de les inviter

à participer dans les assem-

blées annuelles, les journées et

les groupes de travail. Cependant, la

mobilisation varie toujours beaucoup

d'un territoire à l'autre.

Dani López García

Fondation Entretantos – Secrétariat technique du Réseau de villes pour l'agroécologie

daniel@entretantos.org

983 374 567